

Il est urgent, a poursuivi M. Dakouré, que le Canada entreprenne, de concert avec le Comité, la réalisation des projets prioritaires, en rappelant que certains pays ont déjà versé des contributions importantes, promis ou prêté des experts.

J'ai assuré le coordonnateur de l'importance que le Canada attache au rôle de leadership que celui-ci peut jouer dans la résolution des problèmes énormes du Sahel. Nous sommes toujours disposés à appuyer techniquement et financièrement le CILSS, organisme dont la vocation régionale parait, à longue échéance, garante de l'efficacité et de l'adéquation des solutions envisagées pour l'ensemble du Sahel; nous souhaitons notamment contribuer à l'accroissement de la production agricole dans la région, afin de prévenir de nouvelles situations de pénurie nécessitant des interventions d'urgence. Le Gouvernement canadien, ai-je conclu, entend s'associer aux priorités du Comité; il lui versera très bientôt une première contribution financière et mettra à sa disposition les experts et administrateurs dont il pourra avoir besoin.

J'ai eu un peu plus tard un entretien particulier avec l'administrateur du Bureau des Nations-Unies au Sahel, M. Galal Magdi (un ancien fonctionnaire canadien de l'ACDI) avec qui des membres de notre délégation avaient tenu au préalable une séance de travail. M. Magdi nous a fourni